



> [Hebdo n° 1162](#) > [Afrique](#) > [Modes de vie](#) > [Économie](#) > [Libye](#)

LIBYE • Les Toubous étrangers dans leur pays

Marginalisée sous la dictature de Kadhafi, cette ethnie noire a participé à la révolution libyenne et revendique désormais sa place sur le nouvel échiquier politique.

[Al-Jazira](#) | Rebecca Murray | 7 février 2013 | [0](#) _



Dessin de Raymond

Verdaguer, Etats-Unis.

Le trajet entre Mourzouk et Koufra, à travers le Sahara libyen, est semé d'embûches. En l'absence de route, habitants du désert, contrebandiers et gardes-frontières se fraient un chemin entre d'immenses dunes de sable et d'anciens champs de mines, guidés par de petits tas de pierres et d'omniprésents bidons d'essence.

Ils parviennent finalement à l'oasis de Koufra, ceinte d'une imposante muraille construite par la majorité locale, la tribu arabe des Zwaïs, qu'ils franchissent par une seule porte gardée. Les Zwaïs sont également chargés de l'administration de la petite ville, du conseil militaire, du centre-ville commercial et de l'aéroport.

Les autres habitants, qui appartiennent à la tribu minoritaire des Toubous [population noire estimée à au

moins 800 000 personnes], sont relégués dans les ghettos pauvres de Gadarfai et de Choura. Parqués derrière les points de contrôle désormais tenus par l'armée libyenne, ils vivent dans des cabanes délabrées, entourés de montagnes de débris et de terre brûlée, vestiges des combats de 2012 [affrontements entre Toubous et Zwaïs].

Après la chute du colonel Muammar Kadhafi, en 2011, l'équilibre des pouvoirs entre les tribus locales dans des endroits comme Koufra a changé, et les querelles tribales entre les autochtones toubous et les Arabes pour le pouvoir et le contrôle des lucratives routes commerciales ont amplifié l'instabilité le long de l'interminable frontière méridionale du pays.

La région libyenne dans laquelle vivent les Toubous – des environs misérables de Sebha et de Mourzouk à Koufra, à environ 900 kilomètres à l'est – est riche en pétrole, en minerais rares, et abrite une précieuse nappe phréatique dont l'eau est acheminée vers le littoral, où vivrait environ 90 % de la population libyenne, qui compte quelque 6,6 millions de personnes. C'est également un terrain de choix pour le commerce illicite, avec du carburant et des denrées alimentaires subventionnés par l'Etat sortant clandestinement du pays d'un côté, et des armes, de la drogue, de l'alcool et des migrants introduits illégalement de l'autre.

De fragiles cessez-le-feu maintiennent un calme précaire, et les Toubous attendent de voir si le gouvernement récemment élu à Tripoli est capable d'apporter une paix plus durable. Si les Toubous dominant désormais le désert du Sud libyen, contrôlant check-points et champs pétrolifères dans des endroits reculés, ainsi que les stocks d'armes, avant la révolution ils avaient été marginalisés des décennies durant par la politique d'arabisation du dictateur et sa tactique du "diviser pour régner" favorisant les communautés arabes du Sud, notamment les tribus des Zwaïs, des Ouled Souleiman et des Warfallas.

Un précieux atout dans la guerre menée au niveau régional contre Aqmi.

Cette discrimination découle des lois sur la citoyenneté de 1954. Traditionnellement, les tribus semi-nomades, comme les Toubous, ne possédaient pas de pièce d'identité et se voyaient ainsi privées d'accès à l'enseignement supérieur, aux métiers qualifiés, au logement et aux soins de santé. Considérés comme des étrangers, parlant des langues autres que l'arabe, de nombreux Toubous perdirent la citoyenneté libyenne dans les dernières années du régime de Kadhafi.

"Kadhafi n'a jamais aimé les Toubous, il était convaincu que les peuples non arabes n'avaient pas leur place en Libye", explique Adam El-Tibawi, du Conseil national des Toubous [organisation qui existe depuis 1999 et qui regroupe des Libyens, des Tchadiens et des Nigériens appartenant à cette ethnie].

L'hostilité des Toubous envers le régime de Kadhafi les a poussés à participer à la révolution de 2011, qui coûta la vie au dictateur. Utilisant leurs liens tribaux avec le Soudan, le Tchad et le Niger [la zone située autour du massif du Tibesti constitue le berceau historique de cette ethnie], les Toubous fournirent depuis le Sud un appui déterminant pour les rebelles combattant sur la côte. Après la révolution, l'absence des forces de sécurité créa un vide, réveillant les tensions tribales et débouchant sur des guerres de territoire dans le Sud.

En 2012, les affrontements récurrents entre Toubous et Zwaïs à Koufra se sont soldés par la mort de plus de 150 personnes. En mars dernier, à Sebha, de violents combats entre Toubous et Arabes des tribus Ouled Souleiman et Abou Seif ont fait près de 200 victimes. Ces violences ont aussi dévasté des quartiers entiers,

détruits par de nombreux tirs de mortier. Aujourd'hui, les communautés sont à couteaux tirés. Les Arabes considèrent les Toubous comme des étrangers, qui en retour les accusent d'être racistes.

Le monopole qu'exercent les Zwaïs sur l'hôpital de Koufra et les voies de communication – et qui leur a permis de bloquer l'essentiel de l'aide humanitaire à destination des Toubous – et la décision du ministre de la Défense d'envoyer, pour maintenir l'ordre à Koufra, la brigade du Bouclier de la Libye [composée en majorité d'Arabes], venant du nord-est du pays, n'ont fait qu'exacerber les violences.

“La paix règne à présent parce que tout le monde attend de voir ce qui va se passer au Congrès général national”, explique Fethi Baja, professeur de sciences politiques à l'université de Benghazi. “C'est un cessez-le-feu de statu quo. Pour le moment, ce n'est ni la guerre ni la paix.”

Depuis que les élections législatives de juillet 2012 ont marqué la fin du Conseil national de transition (CNT), le chef militaire des Toubous, Issa Abdel Majid Mansour, attend une mission officielle du gouvernement du Premier ministre Ali Zeidan.

Les Zwaïs sont convaincus que Mansour aimerait établir un territoire toubou à cheval sur les frontières de la Libye, du Soudan, du Tchad et du Niger. Pour sa part, Mansour, comme beaucoup de membres de la communauté touboue, se méfie des intentions de la milice religieuse présente au sein de la brigade Bouclier de la Libye. Il craint que des *“terroristes”* prennent le contrôle des frontières libyennes : *“Depuis la révolution, nous nous efforçons d'empêcher l'entrée d'armes, de nourriture et de carburant destinés aux groupes islamistes de la région.”*

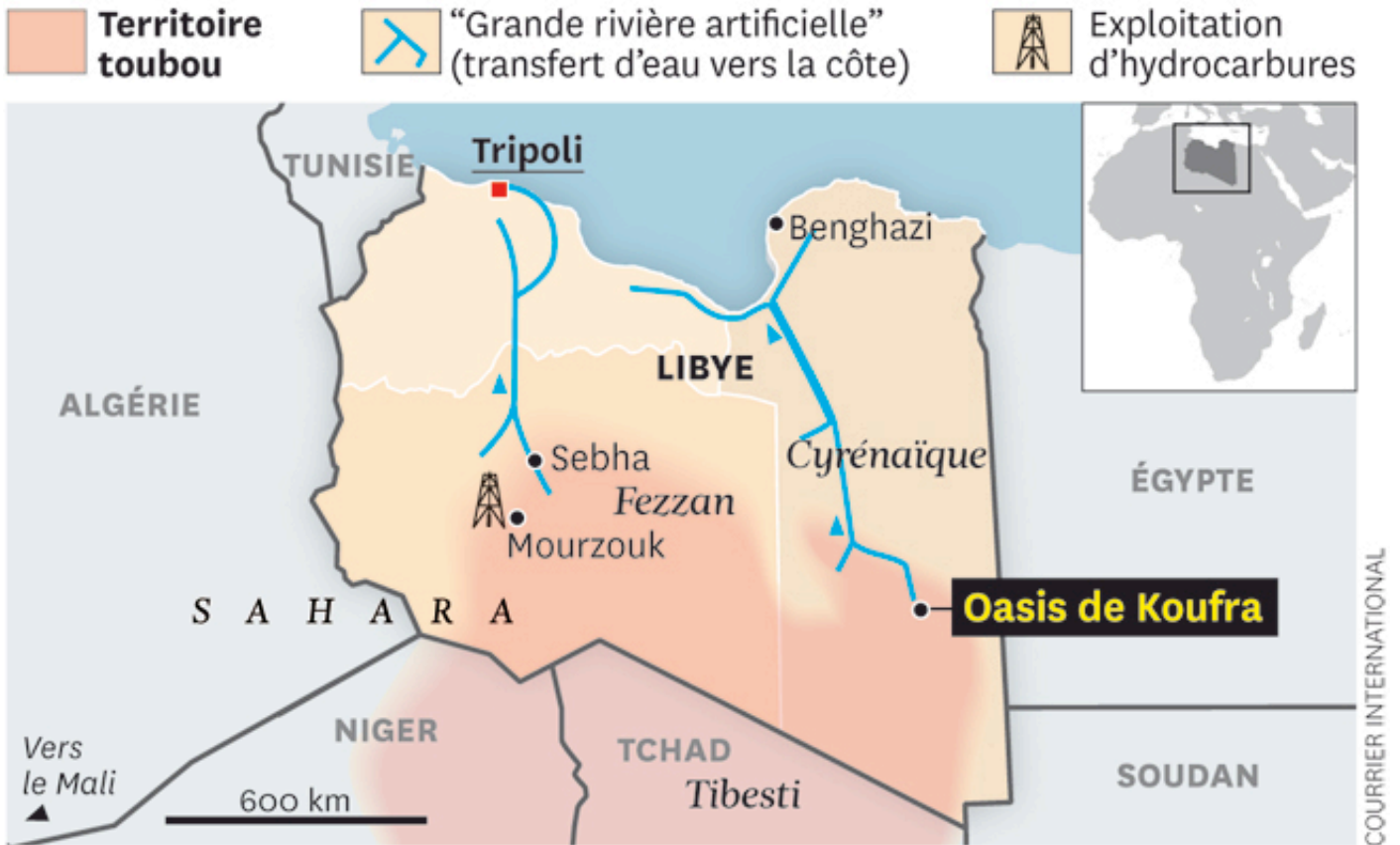
Outre l'immense tâche que constitue le désarmement des milices, le sud de la Libye est vulnérable à l'instabilité qui règne dans le nord du Mali. Le commandement militaire américain en Afrique (Africom) et l'Union européenne craignent également que des groupes associés à Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) se déploient et fassent passer hommes et armes par la frontière libyenne.

D'après Mansour, les Toubous représentent un précieux atout pour le gouvernement libyen et l'Africom dans la guerre qu'ils mènent contre Aqmi. S'il souligne qu'il préférerait que les Toubous obtiennent des droits pleins et entiers au sein de l'Etat libyen, Mansour précise qu'ils pourraient être contraints de démontrer leur puissance si le gouvernement les laissait tomber.

“Nous pouvons faire pression sur le gouvernement. Nous pouvons le mettre en garde à propos d'un Etat séparé, mais nous ne pouvons pas dire si c'est réaliste ou non – le moment n'est pas encore venu”, confie-t-il [en mars 2012, dans un contexte de violents affrontements entre Zwaïs et Toubous, ces derniers avaient annoncé à Sebha la formation d'un gouvernement du Sud libyen, réunifiant cette région divisée entre le Fezzan et la Cyrénaïque].

A Tripoli, Taher Mohammed Makni est l'un des deux Toubous élus au Congrès général national. C'est lui qui se charge de la tâche délicate de faire valider les droits des Toubous dans la nouvelle Constitution [reconnaissance de leur langue et de leur poids politique]. Mais, quand on l'interroge sur l'avenir, il ne semble pas très confiant. *“Je ne pense pas que nous arriverons à concrétiser notre rêve.”*

Une zone de commerce transfrontalier



Al-Jazira | Rebecca Murray | 7 février 2013 | 0

À LIRE ÉGALEMENT

- INSOLITE • Cueilli, empaillé et ressuscité
- ISRAËL • L'Etat hébreu bafoue le droit au mariage
- FRANCE • L'arrogance suprême des Froggies
- INSOLITE • Destination Dakar, atterrissage Dacca : une erreur fâcheuse
- ÉTATS-UNIS • Pourquoi le FBI a-t-il abattu Ibragim Todashev ?



© Courrier international 2013 | Fréquentation certifiée par l'OJD | ISSN de la publication électronique : 1768-3076